

Etats-Unis, mais je prétends que si le bureau du haut commissaire à Londres avait été organisé comme il le fallait, ces commandes nous auraient été envoyées par ce bureau, et le manufacturier canadien aurait reçu la première offre de ces commandes; s'il n'avait pas pu les remplir, il n'aurait eu qu'à s'en prendre à lui-même.

L'autre jour, j'ai parlé des millions de dollars de commandes données dans les Etats-Unis et ce n'est plus un secret que des commandes offertes d'abord dans les Etats-Unis sont ensuite revenues en Canada. Si l'on avait pris les mesures voulues, nous n'aurions pas en Canada une aussi grande quantité d'obus non finis. On m'informe que la Russie a un excédent de fusées à temps, ou du moins en avait trop il y a quelques semaines. Les Russes achèteront des obus aux Etats-Unis, des obus auxquels ils adoptèrent ces fusées à temps, tandis qu'ici, en Canada, pays allié de la Russie, nous fabriquons les obus vides et sans fusées à temps. Avec une meilleure organisation, ces deux opérations auraient pu être faites dans le même temps, les alliés auraient eu ainsi plusieurs millions d'obus complets de plus, et le manufacturier canadien en aurait retiré le profit.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Ces fusées à temps ont-elles été manufacturées en Russie?

L'hon. M. GRAHAM: Je n'en suis pas sûr. Les Russes les avaient en magasin, mais ils n'avaient pas d'obus en nombre égal. Mais mon honorable ami admet que les renseignements font défaut en Angleterre à notre sujet. Naturellement, nous n'en devons pas être surpris, si nous prenons M. Winston Churchill comme preuve, parceque, il n'y a encore que quelques années, il n'avait pas bonne opinion de nous comme pays manufacturier. Il croyait que nous n'avions pas un sol assez ferme pour porter une grue de 50 tonnes, et que dans tous les cas nous n'étions pas capables de construire la grue. Cela prouve tout simplement que nous n'avons pas renseigné suffisamment nos amis les alliés. J'admets que le premier ministre est allé en Angleterre où il a renseigné le War-office, et que des renseignements ont aussi été fournis par correspondance.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Cela avait été fait auparavant.

L'hon. M. GRAHAM: Il devrait y avoir, à part le premier ministre, des agences pour fournir ces renseignements. Ce n'est

[L'hon. M. Graham.]

pas le premier ministre du pays qui doit se faire notre agent commercial, et aller en Angleterre renseigner les autorités sur ce que nous pouvons produire au Canada. Les institutions les plus prospères ne sont pas celles où toute la tâche tombe sur un seul homme; car celui-ci passe quelquefois son temps à faire un travail qui pourrait être expédié par un employé. Non, il faut que le chef sache s'entourer d'aides capables d'organiser, et qu'il n'ait qu'à donner la direction, s'il a à sa disposition les rouages nécessaires pour que ses ordres soient exécutés. Le Gouvernement aurait dû organiser, le plus vite possible après la déclaration de la guerre, un bureau à Londres, soit dans celui de sir George Perley, soit un bureau séparé, qui aurait servi d'intermédiaire officiel entre le Canada et les Alliés, pour leur faire connaître ce que nous pouvions produire et avec quelle rapidité nous pouvions le faire.

Ainsi, quand des commandes seraient venues au Canada, comme sans doute le voulait quelqu'une des puissances alliées, elles auraient su qu'il y avait à Londres un bureau où s'adresser pour obtenir les renseignements désirés. Je ne veux blâmer personne sans raison, mais je crois que, pendant les premiers mois de la guerre, alors que l'on avait si grandement besoin de munitions, le Canada a manqué une belle occasion de se faire connaître comme un des principaux pays manufacturiers du monde. Beaucoup de nos usines qui, pour des raisons que je n'ai pas besoin de rappeler, étaient alors inactives, auraient pu fonctionner nuit et jour, et, au lieu de voir nos Canadiens s'en aller en Russie, en France et en Angleterre pour de grosses commandes qu'ils passent ensuite aux Etats-Unis, nous aurions eu à Londres des agents qui auraient amené aux nôtres une part de celles des commandes que nous pouvions exécuter. Quelles que soient nos erreurs passées, ne serait-ce pas pour le gouvernement canadien une bonne idée de joindre à nos bureaux de Londres un personnel spécial dont ce serait la fonction de veiller aux intérêts commerciaux du Canada, non seulement en temps de guerre, mais en temps de paix? Nous avons des agents de commerce dans différents pays du monde, mais il n'est pas exagéré de dire que ce service n'a pas donné aux fabricants et aux agriculteurs de ce pays ce qu'ils en attendaient. C'est surtout au cœur de l'empire britannique que l'on devrait connaître le Canada et ses res-